

REFUSONS LE SNU



« Il n'y aura pas d'insoumis, au sens pénal du terme, il n'y aura que des jeunes ayant échoué – à un moment de leur trajectoire – à comprendre le plein sens des valeurs d'égalité et de fraternité, passagers clandestins d'une société à l'amélioration et à la générosité de laquelle ils apparaîtront comme ayant renoncé. »



Rapport relatif à la création d'un Service National Universel, général de division Daniel Menaouine, rapporteur du groupe de travail SNU.

- LE SNU, C'EST NI DU PAIN, NI DES JEUX.
- LE SNU, C'EST LA GUERRE, LE CONTRÔLE, LA GESTION, L'ÉTAT, LA PAIX SOCIALE PATRIOTE ET CAPITALISTE.
- LE SNU, C'EST L'ENCASERNEMENT. C'EST LA CONSTRUCTION D'UNE UNITÉ NATIONALE AUTOUR DE LA PATRIE ET DE L'ARMÉE. C'EST LE RENFORCEMENT DE L'OBÉISSANCE À LA NORMALITÉ DE CE MONDE ET LE FORMATAGE DES ADOLESCENTS POUR QU'ILS RENTRENT SANS MOT DIRE DANS LA CASE QU'ON LEUR RÉSERVE.

Pourtant les toutes premières images du SERVICE NATIONAL UNIVERSEL, à la suite des récentes campagnes de pub de l'armée, mettent en scène tout ce que le gouvernement imagine être un désir d'adolescent : une semaine de colonie de vacances où on rit et on danse entre un camouflage et une course d'orientation, avant de rejoindre au dortoir ses nouveaux amis si divers (inclusivité et mixité sociale oblige) et pourtant tellement tous égaux grâce à l'uniforme. On nous montre ainsi une caricature grossière des gestes de l'armée version fun et inclusive (filles et garçons « à égalité », en dortoirs non-mixtes ! et il n'y aura pas de réformés, tout le monde est apte !), où l'on n'apprend rien, sauf à être obéissant, mobilisable, à devenir con, et à le rester. Quant aux parents, on leur dit que le SNU les aidera à gérer leur ado éventuellement réfractaire (les instructeurs, c'est un peu des grands frères...), en lui redonnant espoir et perspectives (une carrière dans l'armée ou dans la police ?), en même temps qu'il résoudra tous les conflits de la société dans un immense brassage où le « lien social » s'en trouvera raffermi sous l'égide de la Nation. Et la Nation, ça rend heureux non ?

Alors, avec bonne humeur, le SNU s'installe comme la prochaine étape du devenir-con-citoyen pour les jeunes, d'abord dans sa phase actuelle de « volontariat » (30 000 étant censés s'y porter dès janvier... vu le chiffre espéré, on se demande ce que désigne le terme « volontaire » puisque l'école en est le relais) puis dans sa généralisation annoncée autour de 2024. Un mois obligatoire pour tous découpé en deux phases : d'abord l'encasernement loin de chez soi, ensuite les travaux d'intérêt général à proximité (renommés de façon plus sexy évidemment, type « stage d'engagement civique » et autres conneries du même genre). En caserne (qui pourra être n'importe quel bâtiment public, un CROUS, un lycée, une pension, pourquoi pas une ancienne prison ?), on vivra un vrai condensé d'autorité militaire et disciplinaire, avec réveil à 6h pour le lever de drapeau et la Marseillaise, formations de flic-super-secouriste et prétentions à la démocratie interne. Le design de l'uniforme est déjà prêt, avec même une casquette et un patch bleu blanc rouge !

Si personne n'est dupe (on ne cherche pas à apprendre grand chose de précis à ces jeunes, de toute façon, pas les moyens, budget serré, etc.) c'est que le rôle du SNU n'est pas tant de former (la formation, de toute façon, à ce qu'on dit, elle est continue) que de contrôler pro-activement la population. En remplaçant la Journée d'Appel à la Défense (JAPD), le SNU approfondit la collecte de données, de statistiques, d'observation, de surveillance et de gestion de la population, via une batterie de tests médicaux et scolaires. Le SNU sert de loupe pour cerner tout « problème » - c'est-à-dire toute personne qui ne rentrerait pas dans le cadre - et y apporter l'immédiate réponse de l'État (réorientation, transfert vers les institutions aptes à la gestion dudit « problème »...). Dans la continuité de la Journée d'Appel, c'est l'occasion de faire une propagande active pour l'engagement dans l'armée, mais aussi désormais dans la police, les secours, les associations citoyennes, la « défense intérieure » et la « Nation en danger ». En effet, une fois les appelés de retour chez eux, une large partie de la jeunesse pourra gagner des galons citoyens en servant de main d'œuvre gratuite pendant deux semaines, l'occasion pour une mairie de faire désherber ses parterres, ou de ramasser ses poubelles... avant de s'engager définitivement dans l'armée.

Car, malgré son aspect de colonie de vacances citoyennes, le SNU s'inscrit directement dans la continuité du Service Militaire. Le SNU, c'est avant tout la guerre, c'est la perspective martiale que maintient l'État à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Une continuité qui ne se cache même pas : c'est à terme le statut constitutionnel de *sujet*, assujetti, jusqu'ici réservé dans la constitution aux militaires, qui est censé s'appliquer aux enrôlés du SNU.

Mais pour l'instant frileux d'une opposition trop vive à un Service Militaire 2.0, l'État veut faire passer l'enrôlement au SNU comme une « obligation librement consentie ». Le SNU ne sera dès lors pas une obligation dont le refus sera pénalisé, mais cherchera à s'imposer comme *pratiquement inévitable*. En faisant mi-

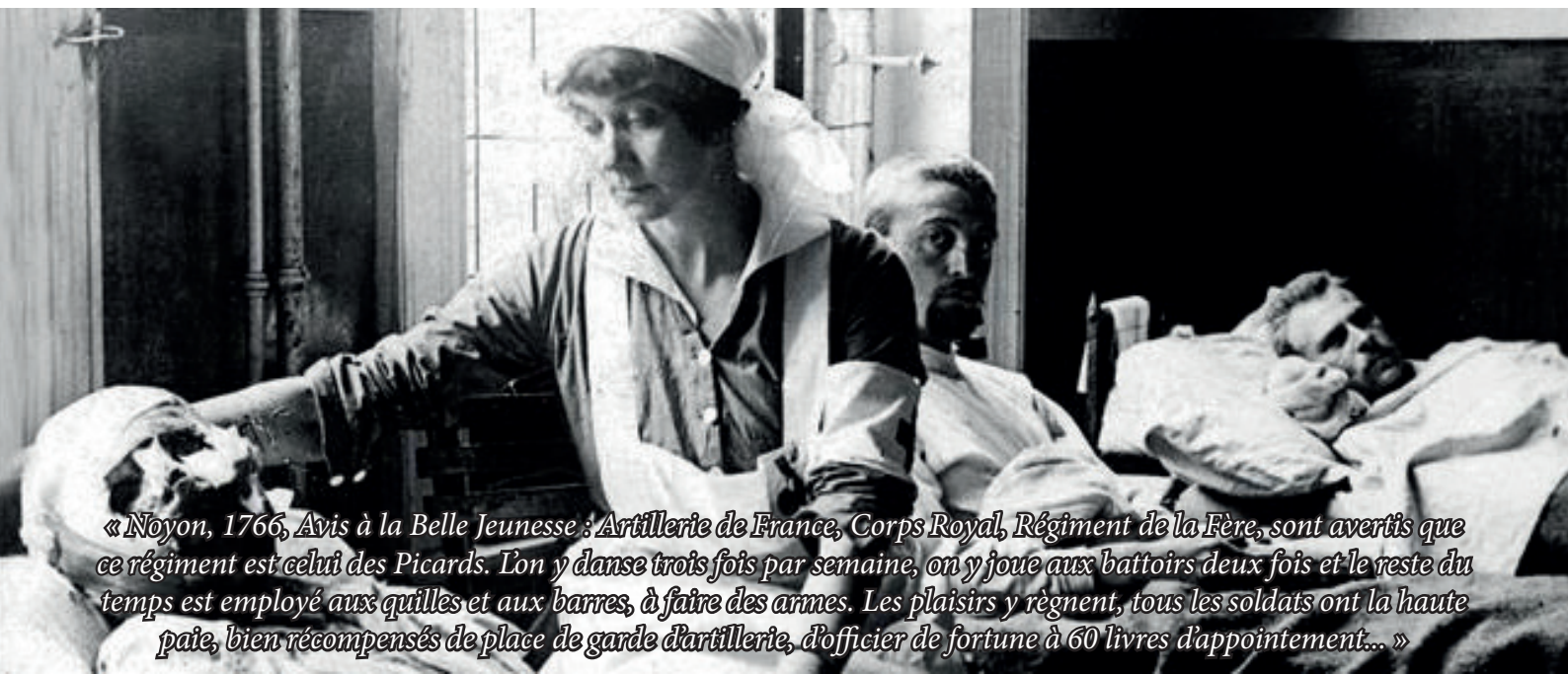
roiter des avantages à l'intégration (préparation au code, facilités pour s'inscrire au permis de conduire, à la fac, dans des formations, crédits de point que l'on pourra ensuite utiliser pour valider des semestres de fac, promesse de faciliter l'obtention de la nationalité française pour ceux qui n'ont qu'un titre de séjour, et autres carottes) et en s'appuyant sur l'obligation scolaire (n'importe quel établissement public pouvant inscrire le SNU dans ses étapes obligatoires pour valider des examens, par exemple) tout en espérant encore et toujours pouvoir compter sur la bonne vieille pression sociale (profs, famille, délation, camarades zélés), le SNU est un dispositif qui ne veut surtout pas d'insoumis, mais seulement des cas d'échec isolés. Derrière cette rhétorique dernier cri de la contrainte apaisée et du consentement appliqué à l'armée, l'objectif est de normaliser d'office le SNU, de le faire passer immédiatement pour évident ; c'est-à-dire de pouvoir d'avance condamner *moralement* et attirer l'anathème de l'exclusion sociale sur la possibilité d'un refus d'accomplir la sacro-sainte communion avec la Nation.

C'est pour toutes ces raisons qu'il est essentiel d'opposer un refus ferme, massif et fondamentalement antimilitariste au SNU. Celles et ceux qui ne s'en iront pas à la caserne doivent pouvoir ne pas se laisser considérer des « échecs isolés », des « erreurs de parcours », mais des *insoumis* comme le furent ceux au service militaire jusqu'en 1996. Le refus du SNU peut se donner les moyens de devenir un geste offensif, un refus de tous les dispositifs d'intégration forcée qui avancent ensemble - l'école et sa formation, le travail et l'Économie, l'État et son armée. A une institution qui se veut aussi centrale et inévitable que le SNU, répondons par un refus général de la société qui en a besoin.

Des passagers-clandestins-d'une-société-à-l'amélioration-et-à-la-générosité-de-laquelle-ils-ont-renoncé.

Contact :

REFUSONSLESNU@RISEUP.NET



« Noyon, 1766, Avis à la Belle Jeunesse : Artillerie de France, Corps Royal, Régiment de la Fère, sont avertis que ce régiment est celui des Picards. Lon y danse trois fois par semaine, on y joue aux battoirs deux fois et le reste du temps est employé aux quilles et aux barres, à faire des armes. Les plaisirs y règnent, tous les soldats ont la haute paie, bien récompensés de place de garde d'artillerie, d'officier de fortune à 60 livres d'appointement... »